

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20221116-lmc1179488-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : lundi 21 novembre 2022
Date d'affichage : 21/11/2022

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
MERCREDI 16 NOVEMBRE 2022**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le mercredi 16 novembre 2022, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance : VEYRAT-MASSON Béatrice

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
64	16	1
OBJET DE LA DELIBERATION		
N° 22/11/305		
<p>INSTAURATION D'UNE INDEMNITE DE CONGES NON PRIS POUR LES AGENTS TITULAIRES DE LA METROPOLE DANS LES SITUATIONS EXCEPTIONNELLES NE PERMETTANT PAS LA PRISE EFFECTIVE DE CONGES EN CAS DE DEPARTS DEFINITIFS DE FONCTIONNAIRES</p>		

PRESENTS :

Mme Geneviève LEVY, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, Mme Brigitte GENETELLI, M. Franck CHOUQUET, M. Anthony CIVETTINI, M. Hervé STASSINOS, Mme Dominique ANDREOTTI, M. Yann TAINGUY, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, M. Mohamed MAHALI, M. Christophe MORENO, Mme Nadine ESPINASSE, M. Francis ROUX, Mme Edwige MARINO, Mme Chantal PORTUESE, Mme Amandine LAYEC, Mme Virginie PIN, Mme Rachel ROUSSEL, Mme Magali TURBATTE, Mme Sylvie LAPORTE, Mme Anaïs DIR, Mme Corinne JOUVE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Pierre BONNEFOY, M. Bruno ROURE, M. Joël TONELLI, Mme Kristelle VINCENT, Mme Christine SINQUIN, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS, M. Joseph MINNITI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Corinne CHENET, M. Guillaume CAPOBIANCO, Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Michel DURBANO, Mme Valérie BATTESTI, M. Philippe BERNARDI, M. Arnaud LATIL, Mme Delphine GROSSO, M. Laurent BONNET, M. Patrice CAZAUX, M. Luc DE SAINT-SERNIN, M. Erick MASCARO, M. Albert TANGUY, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Jean-David MARION, Mme Josée MASSI, M. Amaury CHARRETON, M. Philippe LEROY, Mme Basma BOUCHKARA, Mme Valérie MONDONE, M. François CARRASSAN, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Bernard ROUX, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Anne-Marie METAL, M. Gilles BALDACCHINO.

REPRESENTES :

Mme Véronique BERNARDINI ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Joël TONELLI, Mme Josy CHAMBON ayant donné pouvoir à M. Erick MASCARO, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à M. Amaury CHARRETON, M. Jean-Pierre COLIN ayant donné pouvoir à Mme Corinne CHENET, M. Laurent CUNEO ayant donné pouvoir à Mme Valérie BATTESTI, Mme Pascale JANVIER ayant donné pouvoir à Mme Magali TURBATTE, M. Laurent JEROME ayant donné pouvoir à M. Luc DE SAINT-SERNIN, M. Emilien LEONI ayant donné pouvoir à Mme Brigitte GENETELLI, M. Jean-Louis MASSON ayant donné pouvoir à Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Isabelle MONFORT ayant donné pouvoir à M. Philippe BERNARDI, Mme Cécile MUSCHOTTI ayant donné pouvoir à M. Jean-David MARION, M. Amaury NAVARRANNE ayant donné pouvoir à M. Gilles BALDACCHINO, Mme Valérie RIALLAND ayant donné pouvoir à M. Arnaud LATIL, M. Christian SIMON ayant donné pouvoir à Mme Anne-Marie METAL, Mme Béatrice BROTONS ayant donné pouvoir à Mme Nadine ESPINASSE.

ABSENT :

Mme Sandra TORRES.

Séance Publique du 16 novembre 2022

N° D' O R D R E : 22/11/305

**O B J E T : INSTAURATION D'UNE INDEMNITE DE CONGES NON
PRIS POUR LES AGENTS TITULAIRES DE LA
METROPOLE DANS LES SITUATIONS
EXCEPTIONNELLES NE PERMETTANT PAS LA PRISE
EFFECTIVE DE CONGES EN CAS DE DEPARTS
DEFINITIFS DE FONCTIONNAIRES**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général de la Fonction Publique,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux,

VU le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale et notamment son article 5,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la directive 2003/88/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003, relative à certains aspects de l'aménagement du temps de travail, et notamment son article 7,

VU l'avis du Comité Technique en date du 22 septembre 2022,

VU l'avis de la Commission Finances et Administration Générale du 02 novembre 2022,

VU les crédits inscrits au budget,

CONSIDERANT que la jurisprudence européenne, notamment par les arrêts de la Cour de Justice de la Communauté Européenne du 3 mai 2012 (affaire n° C-337/10) et du 12 juin 2014 (affaire n° C-118/13) reconnaît le droit à indemnisation des congés annuels non pris respectivement à un fonctionnaire mis à la retraite sans avoir pu prendre son congé du fait de sa maladie et aux ayants-droits d'un agent décédé,

CONSIDERANT que le juge administratif français a également admis que, lors d'une cessation définitive de la relation de travail, les congés annuels non pris pour des motifs indépendants de la volonté de l'agent concerné, soit du fait de l'administration en raison de l'intérêt du service soit en raison d'arrêts de travail pour maladie, doivent désormais être indemnisés, à l'agent ou à ses ayants-droits,

CONSIDERANT que ce droit à indemnisation s'exerce dans la limite de quatre semaines de congés par an, soit 20 jours par année civile pour 5 jours de travail hebdomadaire et selon une période de report limitée à 15 mois après le terme de l'année au cours de laquelle les congés ont été générés,

CONSIDERANT que ce droit à indemnisation des congés non pris existe pour les agents contractuels en vertu des dispositions de l'article 5 du décret n° 88-145 du 15 février 1988,

CONSIDERANT que, par équité, il convient d'accorder ce droit aux agents titulaires dans le cadre du droit communautaire et de la jurisprudence européenne et administrative précitées, c'est-à-dire aux agents n'ayant pas pu poser leurs congés en raison d'une incapacité de travail qui a perduré jusqu'à leur départ définitif de l'établissement, de l'impossibilité de les solder du fait de l'administration dans l'intérêt du service, et aux ayants-droits d'agents décédés,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'INSTAURER une indemnité compensatrice de congés payés au bénéfice des agents titulaires qui, pour des motifs indépendants de la volonté, soit du fait de l'administration en raison de l'intérêt du service, soit en raison de leur incapacité de travail, n'ont pas pu solder leurs congés avant la fin de la relation de travail, ainsi qu'aux ayants-droits des agents titulaires décédés.

ARTICLE 2

DE PRECISER que ce droit à indemnisation s'exercera dans la limite de 4 semaines de congés par an, selon une période de report limitée à 15 mois après le terme de l'année au cours de laquelle les congés ont été générés, et déduction faite des jours de congés pris sur l'année.

ARTICLE 3

DE PREVOIR que cette indemnité sera égale à 1/10^{ème} de la rémunération totale brute perçue par l'agent lors de l'année en cours. Lorsque l'agent a pu bénéficier d'une partie de ses congés annuels, l'indemnité compensatrice est proportionnelle au nombre de jours de congés annuels dus et non pris.

ARTICLE 4

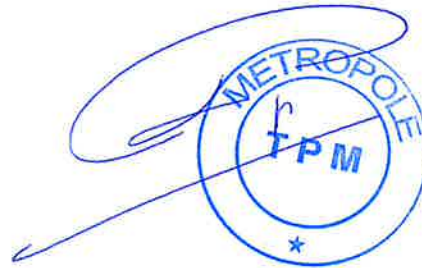
DE PRELEVER les dépenses inhérentes à la présente délibération sur le budget de la Métropole, comptes charges de personnel (chapitre 012).

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 16 novembre 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR 80

CONTRE 0

ABSTENTION 0

